

«Si on ne se penche pas sur le sort des étrangers, si on ne voit pas ce que nos lois sont capables de produire, on ne mesure pas l'abaissement de notre degré de démocratie.» *Simone Gaboriau, magistrate.*

L'IDENTITÉ NATIONALE

Un film de Valérie Osouf

Extraits - retranscription entretien El Mouhoub MOUHOUD

Donc tout d'abord, ce qu'il faut dire, c'est que (0'30) **contrairement à ce que l'on pense, l'émigration internationale ne fait pas venir des gens vraiment miséreux (12'00 bis) ou pauvres mais plutôt des gens très qualifiés et ça c'est quelque chose qu'on ne voit pas très bien. En réalité, il y a un certains nombres de travaux très précis que nous faisons sur ces questions là, (23'30 ter) qui montrent que les pays très pauvres ou les pays pauvres ont des taux d'émigration extrêmement faibles...** Le taux d'émigration, c'est le rapport entre les migrants qui sont à l'extérieur et la population du pays de départ. C'est cela qui mesure vraiment la migration internationale. Et les pays les plus pauvres ont les taux d'expatriation les plus faibles, les pays à revenus intermédiaires (12'30 bis) ont des taux d'expatriation élevés et puis ensuite quand on devient comme l'Espagne ou le Portugal, un pays plus avancé, on rattrape les Etats-Unis, à ce moment là, alors on devient un pays d'immigration. Si vous voulez la dynamique d'émigration, (24'00 ter) c'est un peu une courbe en cloche, quand on est très pauvre on a des taux d'émigration faibles quand on est plutôt un pays à revenus intermédiaires des taux d'émigration élevé et puis ça redescend quand (1'30) on devient plus avancé.

Ce qui est intéressant c'est quand on regarde ensuite cette même mesure de la migration par niveau de qualification, (13'00 bis) c'est le schéma inverse qu'on a. Quand on a un pays très pauvre, on a des taux d'expatriation de qualifiés très élevés par exemple Haïti c'est 88% de taux d'expatriation. (24'00 ter) Vous prenez le Mali c'est 30%. Les pays à revenus faibles et petits (2'00) ont des taux d'expatriation qui avoisinent les 60/50 %, C'EST À DIRE que 50% de leur diplômés, de leurs qualifiés sont à l'étranger et travaillent ailleurs que dans le pays d'origine. (13'00 bis) C'est pas le cas pour les pays à revenus intermédiaires, la Chine c'est 6%, l'Inde c'est 5%, les pays qui sont disons plus avancés ont des taux d'expatriation de qualifiés (25'00 ter) plus faibles donc il y a une situation paradoxale, quand on est un pays pauvre on envoie peu d'émigrants, quand on est un pays pauvre on envoie plutôt tous ses qualifiés même si ça ne se voit pas

toujours compte tenu des problèmes de déclassement (2'30) sur le marché du travail, en tout cas c'est la réalité.

Pourquoi on a ce phénomène là ? C'est parce que tout simplement émigrer (14'00 bis) c'est très coûteux,

[...]

En fait on a bien un effet, une croyance, (15'30 bis) qui a été d'ailleurs admise par tout le monde, en reprenant la phrase de Rocard selon laquelle on ne peut pas accueillir toute la misère du monde mais il faut prendre sa part. En réalité, c'est faux, (27'00 ter) **les chiffres le montrent, des travaux le montrent, on ne reçoit pas la misère du monde, on reçoit plutôt les plus éduqués, les plus qualifiés, les plus débrouillards des migrants parce que émigrer c'est pas facile, (4'30) c'est très très dur et donc il faut en mettre les prix, et pour en mettre le prix, il faut avoir des moyens,** à tel point qu'au niveau mondial on assiste à quelque chose de tout à fait intéressant, (16'00 bis) c'est une augmentation de 50% des flux de migration de qualifiés, la moitié des flux de migrations internationales sont des femmes et les femmes émigrent essentiellement (27'30 ter) par le biais des études c'est à dire qu'elles investissent dans l'éducation pour pouvoir augmenter leurs chances d'émigrer, c'est aussi le cas des jeunes on l'a vu dans le cas de la Tunisie récemment (5'00) les taux d'expatriation de qualifiés en Tunisie sont anormalement élevés par rapport au niveau de revenu par tête de ce pays, c'est le cas d'ailleurs pour l'Algérie, pour tous les pays du Maghreb, (16'30 bis) les taux d'émigration des qualifiés sont très très élevés. Et les filles qui émigrent de plus en plus, émigrent par ce moyen là en particulier, parce qu'en (28'00 ter) s'éduquant et en investissant dans l'éducation, elles peuvent partir plus facilement.

En réalité, on ne reçoit pas toute la misère du monde, (5'30) loin de là, au contraire on reçoit les gens les plus qualifiés, les plus dynamiques,

[...]

Donc **globalement, les migrations connaissent une dynamique plutôt disons en diminution sur une longue période si on prend par rapport à la période (29'30 ter) 1870/1910 on est plutôt dans une phase longue de régression (7'00) de l'émigration internationale, il y a eu une reprise dans les années 90 avec l'ouverture des pays d'Europe centrale et orientale avec les libres circulations au sein de l'espace économique européen, il y a (18'30 bis) une dynamique relative avec justement le fait que les gens sont de plus en plus éduqués au Sud et donc ils partent plus facilement mais globalement on est quand même sur un trend, (30'00 ter) sur une évolution qui est une évolution relativement faible des migrations internationales. Juste un chiffre (7'30) si vous comparez l'émigration internationale par rapport à la population mondiale, la progression depuis 1960 jusqu'à aujourd'hui c'est à peu près de (19'00 bis) 2,5% à 3% de la population mondiale, ça représente le nombre de migrants dans le monde par rapport à la population mondiale. Si vous faites une comparaison avec ce qu'il se passe pour le commerce par exemple, (30'30 ter) la part du commerce mondial dans le PIB mondial, ce qui mesure les richesses créées dans le monde on est passé de 10% à 35% (8'00) donc ça été multiplié par 3. Si vous prenez les investissements directs étrangers qui mesurent la délocalisation des activités, c'est exactement la même proportion en termes de dynamique, ça s'est (19'30 bis) accru considérablement au niveau mondial comme au niveau des pays développés. En revanche, les migrations internationales ont augmenté évidemment en valeur absolue, puisqu'on est aujourd'hui à peu près aujourd'hui à 210 (31'00 ter) millions de migrants dans le monde selon les chiffres, la division de la population de l'ONU mais rapporté à la population mondiale qui s'est accru considérablement, ça ne représente pas grand chose, (8'30) c'est à dire on a eu une augmentation d'un demi point comparé à la multiplication par 3 du taux de croissance du commerce mondial dans le PIB mondial, vous voyez bien qu'on est (20'00 bis) très loin de cela.**

Alors en France, il y a aussi une autre croyance qui est de considérer que la France est un grand pays d'immigration. (31'30 ter) En réalité, la France n'est pas, n'est plus un grand pays d'immigration, on est parmi les derniers pays de l'OCDE, si on prend par exemple en flux (9'00), et en prenant en compte toute les migrations y compris migrations de travail, familiale, migrations humanitaires, tout ce que vous voulez, ce sont les données de l'OCDE SOPEMI 2010. On classe (20'30 bis) la France juste après le Japon, dernier pays en termes de taux d'immigration.

C'est-à-dire que la part des flux d'immigration dans la population française, c'est 0,27% et même si on ajoute les clandestins ça ne change pas du tout le (32'00 ter) rang de la France. En stock c'est pareil on est à peu près 8% de la population française, le nombre de migrants en France y compris en prenant la définition de l'Onu (9'30). C'est-à-dire des gens nés à l'étranger qui aurait pris en plus la nationalité française hors rapatriés, on reste à quelque chose comme 8% de la population française, on est très loin (21'00 bis) de pays comme par exemple l'Allemagne, elle fait mieux que nous... l'Espagne est à 17%... ou encore (32'30 ter) l'Autriche, la Norvège, la Suède, l'Irlande, toute une série de pays de l'OCDE... On est en dessous de la moyenne de l'OCDE et on est loin (10'00) derrière des principaux pays dynamiques d'immigration aujourd'hui. **La France n'est plus un grand pays d'accueil, ça c'est certain et c'est même un des derniers pays d'accueil. (21'30 bis)**

[...]

La première fausse vérité c'est le fait de considérer que la France soit un grand pays d'immigration, c'est non, c'est absolument non. Les chiffres de l'OCDE le montrent, c'est parmi l'un des pays, des derniers pays de l'OCDE en termes d'accueil des immigrants.

Le deuxième mensonge, (35'30 ter) ça été souvent dit par le gouvernement, quand en plein été, il y avait ces affaires de Roms, où on chasse pour chasser les Roms, on disait oui mais nous on a une politique généreuse d'immigration puisqu'on reçoit des réfugiés... Là aussi les chiffres qui sont donnés sont des chiffres erronés parce qu'en fait on les mesure uniquement à travers les demandes des réfugiés, les demandeurs d'asile.

En réalité, le vrai chiffre serait de prendre (36'00 ter) les vrais réfugiés ; c'est à dire ceux qu'on a accepté comme réfugiés en défalquant les déboutés... et quand on fait des comparaisons internationales, le rapport de OCDE le montre bien, la France est classé parmi les derniers en termes d'accueil réel de réfugiés parce qu'en fait beaucoup de pays comme la Norvège par exemple vont prendre des réfugiés directement à la source, c'est pas du tout la même chose que de laisser venir des statistiques, de gonfler les statistiques de demandes de droit d'asile et de n'en (36'30 ter) satisfaire qu'une partie mais de communiquer sur l'ensemble des demandeurs d'asile, ce qui est complètement tronqué, même quand on rajoute la question des réfugiés la France n'apparaît pas comme un pays d'accueil de l'immigration et des réfugiés contrairement à ce qui est dit.

Le troisième mensonge c'est pas vraiment des mensonges directs mais c'est quand même des mensonges car, oui parfois ce sont des mensonges directs et parfois ce sont des (37'00 ter) mensonges par omission ou lorsqu'on distille comme ça des choses qui sont floues, on arrive ensuite à influencer les croyances des gens. Par exemple on nous dit que il faudrait sélectionner les bons migrants et ne pas prendre les mauvais migrants et qu'après tout beaucoup de pays le font. Donc **avoir des politiques sélectives d'immigration...** on nous a disons asséné (37'30 ter) un chiffre qui était absolument ahurissant c'était de dire **l'immigration familiale représente l'essentiel de l'immigration en France et l'immigration économique de travail ne représente que 7% de l'immigration.** Et donc quand Hortefeux avait pris le Ministère avant Besson, il avait comme objectif dont il ne parle plus aujourd'hui de faire passer l'immigration de travail de 7 à 50%, ce qui était complètement ridicule évidemment.

En fait, là il y a quelque chose qui n'est pas pris en compte c'est dans l'ensemble des flux d'immigration. (38'00 ter) Première chose : **on ne prend pas en compte les migrations circulaires, de libre circulation, c'est à dire les gens qui dans l'espace Schengen ont le droit d'aller et venir** et ils sont comptabilisés comme immigrants mais de libre circulation. Il y a 20% dans les flux d'immigration. Il y a 20% de flux de libre circulation. Il faut tenir compte de cela.

Et puis ensuite, **à l'intérieur des regroupements familiaux, c'est pas de l'immigration familiale passive uniquement** ce sont des gens qui sont issus des mariages etc. Et en fait ce sont des gens qui travaillent sur le marché du travail et y a des entrées directes et des entrées indirectes sur le marché du travail donc c'est totalement erroné de nous présenter une immigration comme étant une immigration passive d'un coté dans le cas de la France et d'autres pays qui mèneraient plutôt actives ou ils choisiraient leurs bons immigrés...

[...]

D'abord en Europe, il faut quand même dire qu'il y a des régimes d'immigration différents.

Le régime d'immigration, le modèle d'immigration espagnol ou italien surtout espagnol, des pays du Sud de l'Europe c'est un régime d'immigration de masse parce que ces économies quand elles sont entrées dans l'Euro ont eu un besoin d'ajustement par l'immigration et on ne pouvait plus dévaluer leur monnaie. En plus avec une croissance très forte en Espagne qu'il fallait nourrir et l'immigration de masse (43'00 ter) a accompagné, non pas déclenché, mais accompagné la croissance espagnole remarquablement et donc l'immigration espagnole a été à la fois plus ouverte et les régularisations plus importantes. Et donc le gain pour l'économie est un gain tout à fait important puisqu'une partie de la croissance, près de la moitié de la croissance espagnole s'explique par le jeu de l'immigration et le fait que l'immigration a joué un rôle.

La croissance économique elle n'est pas déclenchée par l'immigration. La croissance économique est liée à toute une série de facteurs, la montée de l'immobilier, de la construction, la dynamique industrielle, les services, le vieillissement de la population... Y a toute une série de raisons pour lesquelles on a, en période de croissance en particulier, besoin de recourir à la main d'œuvre et comme la main d'œuvre locale est insuffisante on a recouru en (44'00 ter) Espagne, au Portugal, en Italie massivement à de l'immigration - surtout en Espagne et c'était tout à fait positif pour l'économie espagnole puisque ça a permis d'amplifier le processus de croissance. Les régularisations se sont fait de manière aisée, beaucoup plus aisée, de manière massive et aisée qu'en France.

Il y a un autre modèle qui est un modèle plus nordique, allemand, nord européen qui est un modèle dans lequel on a plutôt (44'30 ter) une spécialisation qui a pas besoin de travailleurs non qualifiés mais plutôt des travailleurs très qualifiés. Donc on a eu des politiques plutôt ouvertes d'immigration en faveur des qualifiés et puis pour les services on a eu recours un petit peu au non qualifié et l'immigration était un peu mieux maîtrisée dans ses pays là et plus ouverte en même temps.

Et puis enfin, il y a un autre modèle qui est le modèle français qui est un modèle hybride. Le modèle français est tout à fait intéressant. C'est que apparemment (45'00 ter) dans les discours on s'orienterait dans une politique d'immigration sélective, ce qu'on appelle en France « l'immigration choisie » qui choisirait les migrants en fonction de leur qualification, les métiers dont on a besoin - ce qui est tout à fait pervers d'ailleurs pour plein de raisons - et on laisse de côté le fait qu'on a une spécialisation en France qui est une spécialisation proche de celle des pays du Sud de l'Europe. Et donc, en fait, on a des besoins énormes de main d'œuvre non qualifiée. **On fait une politique sélective mais on a plutôt besoin d'une main d'œuvre non qualifiée (45'30 ter).** Pourquoi ? Parce que la spécialisation français, contrairement à la spécialisation allemande, c'est une spécialisation

qui est cantonnée sur quelques secteurs de très hautes technologies : l'aérospatiale, les transports, quelques grands fleurons si vous voulez. On n'a pas du tout de spécialisation dans ce que l'Allemagne fait le mieux c'est à dire les machines, les biens d'équipements, les biens intermédiaires. Dans les biens de consommation, le textile, le cuir, l'habillement, la chaussure, on était très forts jusque dans les années 70/80 (46'00 ter). On a perdu nos spécialisations dans ces secteurs là et on a recourt plutôt à la délocalisation. On a besoin de main d'œuvre non qualifiée pour continuer à être compétitif dans ce type de secteur. Et puis le point fort de l'économie française, ce sont les services et les services sont des secteurs dans lesquels le gain de productivité sont plus faibles et les besoins de main d'œuvre de masse sont beaucoup plus élevés et qu'est ce qu'on fait ? **On a recours à l'immigration clandestine massivement mais comme on ne veut pas afficher une politique d'immigration ouverte, on préfère (46'30 ter) finalement gérer les flux par la régularisation au cas par cas** : faire venir des gens de manière irrégulière massivement et puis répondre comme ça au besoin du marché du travail.

[...]

On ne veut pas avoir une politique qui soit une politique réellement ouverte qui correspondrait aux vrais besoins de l'économie française. (47'00 ter) Mais donc du coup, quand on a une politique restrictive, on va avoir nécessairement des gens qui vont être mis en situation irrégulière précisément parce que on a les flux juridiques et les flux réels. Et les flux réels sont plus grands que les flux juridiques ; évidemment puisqu'on a fermé l'immigration et qu'on l'ouvre de manière sélective pour des populations très très restreintes plutôt qualifiée etc. Il n'en demeure pas moins que les secteurs clés de l'économie française (47'30 ter) ont des besoins énormes d'immigration, des besoins de travail d'abord et puis comme ce n'est pas rempli par les domestiques, disons par les travailleurs natifs en quelque sorte, et bien on recourt à l'immigration. Mais **comme l'immigration officielle est relativement fermée et bien cela crée nécessairement de l'immigration clandestine**. Or on aurait besoin de régulariser cette immigration clandestine. Pourquoi ? Parce que d'abord, cela permettrait d'être plus efficace sur le marché du travail ; de remonter un peu les (48'00 ter) salaires, de remonter, même si l'immigration clandestine ne réduit pas les salaires des natifs, c'est une croyance là aussi... On contraire ça leur permet de se maintenir ou d'augmenter mais en tout cas, ça permettrait d'avoir une politique plus progressiste du marché du travail d'une part et puis d'autre part, **les gens qui sont en situation irrégulière sont souvent des gens qualifiés mais déclassés et là aussi c'est un peu ce qu'on appelle du « brain waste » c'est à dire de la perte, du gaspillage des cerveaux puisqu'au lieu d'utiliser ces gens (48'30 ter) à leur niveau de qualifications réelles, on les sous-utilise** or il serait vraiment d'un intérêt collectif, pour à la fois les migrants eux-mêmes et pour les pays d'accueil, que l'on régularise ces gens là et qu'on les reclasse aussi c'est à dire qu'il faudrait, c'est une de mes propositions, c'est de défendre un peu l'argument, c'est de dire **il ne faut pas seulement régulariser mais aussi régulariser et reclasser en ayant une politique coordonnée avec par exemple Pôle Emploi et faire en sorte que les gens qui sont qualifiés et déclassés (49'00 ter) sur le marché du travail reçoivent une reclassification à travers des formations, mettre du budget moins sur la répression et plus sur la progression, la formation, la qualification, le reclassement pour les bénéficiaires des migrants mais surtout pour les bénéficiaires de l'économie d'accueil**.

[...]

Non il n'y a pas de rationalité dans cette politique, comme dans d'autres d'ailleurs. En fait, dans la politique française d'immigration (49'30 ter), il y a deux volets et ces deux volets sont contradictoires.

Le premier volet, c'est le volet « on va faire de l'immigration sélective , il n'y a pas de raison pour qu'on nous impose les immigrés », même si encore une fois les immigrés s'auto-sélectionnent eux-mêmes et ce n'est pas vrai du tout qu'on reçoit les mauvais

immigrés, c'est une croyance là aussi que les gens finissent par adopter mais en réalité on reçoit les meilleurs immigrants [...] Premier volet de politique sélective, c'est nouveau (50'30 ter) en effet, dans les discours en tout cas, bien qu'on ait toujours fait du recrutement au deux bout de la chaîne de qualification sur les non qualifiés et les qualifiés ; on a un discours maintenant rationalisé qui est de dire on fait de la politique sélective, on a une carte des talents et des compétences de trois ans renouvelable une fois qui n'est pas très efficace, on a ensuite des politiques de liste par métier, par région et on essaie d'ajuster les besoins de l'immigration au marché du travail, des besoins du marché du travail (51'00 ter) en faisant venir les bons immigrés, c'est le premier volet.

Le deuxième volet c'est un volet extrêmement répressif sur lequel il y a beaucoup de communication, avec des politiques très restrictives de culpabilisation, de dénonciation, tout ce qu'on voit aujourd'hui avec les traques, d'expulsions, de répression et cette politique répressive en direction de l'immigration dite clandestine ou des immigrants (51'30 ter) qu'on accepterait pas et bien elle a, en fait, un coût énorme et ce coût n'est pas direct, ce n'est pas seulement un coût en termes de budgets affectés à la répression, bien que le budget judiciaire se soit accru à ce niveau là mais c'est pas seulement cela, c'est aussi un coût qui réduit très largement l'efficacité de la première politique c'est à dire que les gens qui sont à l'extérieur de nos frontières reçoivent des signaux extrêmement négatifs de sorte les plus qualifiés de nos corridors habituels d'immigration d'Afrique du Nord en particulier, (52'00 ter) Maroc, Tunisie Algérie, ces plus qualifiés d'entre eux reçoivent de manière extrêmement négative cette politique répressive et votent avec leurs pieds, d'une certaine manière, puisqu'ils ont plus de choix que les autres d'émigrer dans les pays où ils le souhaitent... Ils vont vers les pays beaucoup plus attractifs comme le Canada, les Etats-Unis qui offrent la nationalité au bout de 3 ans, 5 ans, des pays qui les font venir avec leur famille... cas français on leur dit « non non non pas d'immigration familiale, on ne veut que des gens célibataires (52'30 ter) qui vont venir et éventuellement temporairement » etc

Donc on a une politique beaucoup plus ouverte dans les autres pays et la politique répressive française qui est dû à des motifs finalement politique de court termes simplement de communication en direction de l'électorat populaire, populiste, ceci crée ce que j'appelle une politique schizophrène... c'est à dire à la fois on veut faire comme les grands mais en même temps, on fait de (52'00 ter) la répression féroce que ne font pas nécessairement les autres dans leur communication en tout cas. Du coup, on a une politique qui n'est pas cohérente, pas lisible, qui ne produit pas ses effets pour le premier volet, on n'attire pas les meilleurs, parce que, du coup, on attire que ceux qui vont pouvoir entrer dans les réseaux et les plus compétents, les plus qualifiés, les très qualifiés s'en vont. Et on a aussi des politiques de fuite... Ca c'est tout à fait intéressant c'est que parmi ceux qui partent au Canada et aux Etats-Unis ; il en a beaucoup qui partent de France, (53'30 ter) on a des gens qui sont justement ceux qui subissent des discriminations sur le marché du travail, des gens qui sont issus de l'immigration et qui ont des qualifications très élevées et bien ils rentrent dans des programmes internationaux, franco-québécois par exemple et ils partent au Québec. **On a une situation dans laquelle, au contraire, au lieu d'aboutir à renforcer l'objectif de compétitivité, d'attractivité des talents et des compétences, on a plutôt une détérioration de la capacité à attirer des compétences, la politique de répression en est responsable (54'00 ter)** bien entendu, c'est aussi le fait que la politique d'attractivité sélective n'est pas non plus très compétitive par rapport à ce que propose le Canada ou les Etats-Unis. Mais c'est dû aussi au fait que la politique répressive est désastreuse en termes de coûts, de signaux envoyés, d'image et donc produit des effets défavorables sur le volet sélectif et des effets aussi défavorables sur le terrain (54'30 ter) du fonctionnement du marché du travail puisqu'au fond on rend plus difficile l'ajustement entre les besoins et les offres de travail.

[...]

La politique française d'immigration est contradictoire parce que elle a deux volets qui s'entrechoquent. Le premier c'est qu'on veut faire des politiques sélectives (55'30 ter) pour attirer les qualifiés, les compétences pour entrer dans la course à la compétition internationale d'attractivité des compétences et des qualifiés. Ce qui est important dans une l'économie de la connaissance. Le deuxième volet c'est un volet extrêmement répressif en direction des électeurs disons populaires ou populistes et qui consiste à faire la chasse, la répression, les expulsions, à communiquer beaucoup autour de cela. L'effet (56'00 ter) et la conséquence de la coexistence des deux volets d'une même politique, cela rend beaucoup moins efficace la politique d'attractivité des compétences parce que on envoie des signaux négatifs aux migrants potentiels qualifiés qui préfèrent aller dans les régions plus attractives, les USA, le Canada qui leur offrent de meilleures conditions qui les attire avec leur famille, pas seulement seuls et donc le résultat c'est que (56'30 ter) l'efficacité de la politique sélective est très limitée voire proche de zéro et de l'autre côté la politique répressive est coûteuse, non seulement coûteuse mais en plus, elle freine, rend difficile les ajustements entre les besoins sur le marché du travail et les offres de travail qui seraient rendues plus faciles si on avait une politique plus efficace de régularisation (57'00 ter) de reclassement etc. **Si on mettait moins d'argent à la répression et plus d'argent à l'efficacité du fonctionnement du marché du travail, en régularisant les gens qui sont déclassés sur le marché du travail et en situation irrégulière en les formant on aurait un gain plus élevé à la fois pour les migrants eux-mêmes qui seraient plus efficace mais aussi pour les entreprises qui les recruteraient.**

[...]

Si vous voulez, **dans le cas français, c'est très récent d'avoir des travaux précis qui tentent d'évaluer le coût et l'apport de l'immigration, très récent**, d'abord le premier élément clé (01h09min ter) c'est : est ce que les migrants prennent l'emploi des français et réduisent les salaires ?

Là maintenant, on a une étude qui vient de sortir et qui est très précise ; qui a été faite par deux économistes, un qui travaille à la banque de France, Gregory Verdugo, et un qui travaille à London School of Economics, Javier Ortega, Et tous les deux ont mesuré cela dans le cas de l'économie française manière de manière très fine, très précise et montre que l'immigration, au contraire, (01h09min30 ter) a un effet positif sur les salaires et sur le marché du travail, en étant très très prudents sur tout.

Il y a un autre travail qui a été fait par une équipe de Lille. L'équipe a évalué l'impact de l'immigration sur les budgets sociaux, ce qui n'avait pas été fait encore jusqu'à présent, et là aussi, quand on prend des choses qui sont comparables, c'est à dire qu'on compare les corps de migrants de même niveaux (01h10min ter) de qualification. Quand on prend en compte les gens qui sont en âge de travailler etc et qu'on fait les bonnes comparaisons **on a plutôt une situation où les immigrants apportent plus qu'il ne coûte à l'économie française y compris en termes de budgets sociaux.**

[...]

En France, on a eu ce débat de manière assez obscure. Pourquoi ? Parce qu'on n'avait jamais rien mesuré jusqu'à présent et on avait deux types de discours les immigrés : des gens qui disent « les immigrés, les immigrés sont responsables de tout, du chômage, de la crise etc et ils viennent pour des raisons de protection sociale », tout le discours du FN. Et puis, de l'autre côté, on a des gens qui défendent (01h13min00 ter) les immigrés « mais non, c'est pas vrai les immigrés ne coûtent rien etc. , les immigrés sont très bien ». Donc on a deux discours qui ne se rencontreront jamais, puisqu'au fond ils sont assis sur les mêmes bases, c'est à dire sur rien en termes d'évaluation. Alors quand on essaye d'évaluer les choses, honnêtement avec les méthodes d'économistes, des données, de données d'enquêtes maintenant il y a une enquête en France qui s'appelle T.O : Trajectoire et Origine

qui décortique bien les (01h13min30 ter) origines des populations françaises, c'est une belle enquête ; il y a aussi des données de l'Insee , des enquêtes en poids de l'Insee enfin toute une série de bases qui existent , des budgets familles qui permettent de prendre le critère « pays de naissance » et de distinguer des comportements des migrants et des non migrants etc et quand on regarde tous les travaux qui sont fait, on fait un peu un état des lieux très simple, très objectif en fonction de ce qui existe dans la littérature...

Le résultat c'est que (01h14min00 ter) l'immigration est plutôt un apport pour l'économie française que un coût

[...]

L'hypocrisie c'est d'accuser les immigrés d'être responsables du fait qu'ils sont en situation irrégulière alors qu'on les met volontairement en situation irrégulière par l'absence à la fois de politiques structurelles d'un coté, et de l'absence d'une politique plus ouverte plus de l'immigration de l'autre coté. (01h18min00 ter)